

## Discours de Jean-Baptiste Richardier, co-fondateur de Handicap International

**"300 000 citoyens demandent aux Etats de renoncer aux BASM"**

**Discours de Jean-Baptiste Richardier, co-fondateur de Handicap International, Conférence d'Oslo. Forum de la société civile.**

En tant que vétéran de la Campagne internationale pour interdire les mines, c'est avec une grande émotion que je reviens à Oslo dix ans après la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix pour affronter un nouveau défi : se débarrasser du fléau des bombes à sous-munitions.

Il n'existe pas de guerre propre, mais certaines armes sont plus sales que les autres !

J'étais à Bagdad début avril 2003, au lendemain de la prise de la ville par les troupes américaines. Avec une équipe de Handicap International, j'arpentais horrifié les hôpitaux de la capitale, où des centaines de civils mutilés par des sous-munitions enduraient d'indescriptibles souffrances, luttant désespérément pour survivre à leurs blessures multiples, dans un combat perdu d'avance.



Pour la plupart des gouvernements, les bombes à sous-munitions sont jusqu'à aujourd'hui des armes conventionnelles légales. Pour les militaires, les bombes à sous-munitions disponibles dans leurs arsenaux servent à saturer une large zone dans laquelle se trouveraient des cibles ennemies, et les accidents causés aux civils ne sont que de regrettables dommages collatéraux.

Pour les victimes, les bombes à sous-munitions sont une véritable malédiction. Leur corps criblé de pièces de métal ou de billes d'acier, les victimes endurent de longues et insoutenables souffrances avant, trop souvent, de succomber à leurs blessures. Les gouvernements demandent parfois quelle légitimité ont les ONG pour les interpeller. Pour les gens comme nous, comme pour les 300 000 premiers signataires de l'appel du réseau Handicap International, dont les noms et prénoms sont inscrits dans ce livre, les bombes matricielles et leurs « bébés » sont des graines de terreur, qui ciblent les civils et détruisent des espaces qui, pour beaucoup d'entre eux sont leur lieu de vie. Ce sont des armes auxquelles les démocraties et les gouvernements respectables devraient renoncer sans la moindre hésitation.

Monsieur le Ministre et collègues de la campagne contre les sous-munitions, ces 300 000 signataires ne sont pas des diplomates. Ils ne négocient pas. Ils sont notre crédibilité. Ce sont des citoyens engagés qui exprime des exigences sans ambiguïté.

Ils considèrent que la production et l'utilisation des bombes à sous-munitions sont une offense à la conscience publique. Ils refusent tout compromis sur le devoir des Etats de renoncer à ces armes. Toute tentative de parvenir à un accord de cette nature mènera les Etats dans l'impasse de leurs discussions dans le cadre de la CCW.

Ces 300 000 signataires disent aux Etats que seule une interdiction totale restaurera la primauté du droit international humanitaire sur la violation des droits des victimes civiles. Tant que ces armes seront légales, il sera vain de mettre en cause leurs utilisations excessives, et aucune victime n'aura la moindre chance de se voir reconnues ses souffrances, et encore moins d'obtenir réparation de son préjudice.

Au nom de ces 300 000 premiers signataires, je souhaite saluer le courage de la Norvège pour avoir lancé un processus similaire à celui que le Canada avait offert au monde pour interdire les mines antipersonnel. Ce sera un chemin plus difficile, mais ces signataires et les nombreux autres à venir sont à vos côtés, et aux côtés des Etats qui vous soutiennent, pour refuser que ce processus n'aboutisse à un échec.

Je serais honoré que ce livre puisse être remis à chaque délégation ayant répondu à l'invitation de la Norvège afin de participer à cette conférence, qui doit être décisive pour parvenir rapidement à un traité attendu depuis trop longtemps.